

Classe dont l'homme fait partie
avec laquelle il doit marcher,
après les années de service qu'il a
accomplies.

CLASSE 1893.

NOM

Boucaumont

NUMÉROS.

BATAILLON.

COMPAGNIE,
escadron
ou batterie.

MATRICULE.

(1)

1893 Régiment d'infanterie

74 5474

« Voir le fascicule de mobilisation
en tête du livret »

DÉSIGNATION DES CORPS

AUXQUELS L'HOMME EST SUCCESSIVEMENT AFFECTÉ.

(1) Les disponibles et les réservistes ont pour numéro matricule le numéro au répertoire du corps d'affectation précédé d'un zéro.

Moulins 3^e B^e de Chambornet

— 1 —

N° 95

de la Nomenclature spéciale.

Classe de recrutement :

Numéro matricule :

589

FASCICULE DE MOBILISATION

(Modèle S 1.)

13^e

Région.

Subdivision de

MONTLUÇON

Classe I

893

NUMÉRO

au Contrôle spécial :

46

Nom . .

Boucaumont

Prénoms :

Etienne

Grade : (1)

Sergent

domicilié à

Chantelle

canton de

du

Département de

l'Allier



(2)

Réquisition des animaux et voitures

(3)

Commission de réquisition n° 24

(4)

Siégeant à Chantelle

2^e Secrétaire militaire

2059-193-1911

VOIR L'ORDRE DE ROUTE PAGE 3 DU PRÉSENT FASCICULE

Voir les renvois au verso.

AVIS TRÈS IMPORTANT.

En cas d'absence de son domicile au moment de la mobilisation, le titulaire du présent ordre de route pourra faire gratuitement usage du chemin de fer. A cet effet, il se présentera le (5) *premier* jour de la mobilisation, avant neuf heures du matin, à la gare la plus voisine de sa résidence momentanée et se rendra directement à (4) *Chambelle* à la caserne de gendarmerie.

Tout homme qui se déplace doit emporter avec lui son livret individuel.

Les jours de la mobilisation sont comptés de minuit à minuit; le premier est indiqué par l'ordre de mobilisation.

Les hommes fixés ou voyageant à l'étranger doivent toujours rejoindre en temps de guerre.

(1) Porter sur cette ligne la mention « Service auxiliaire » pour les hommes appartenant à ce service.

(2) Indiquer le service pour lequel l'homme est désigné. Ex. : Réquisition de chevaux et voitures, Service d'alimentation, Service de santé, Etablissements de l'artillerie, Etablissements du génie, Service des corps de troupes, Service des voies navigables, etc.

(3) Indiquer exactement la nature de l'établissement, de la formation, etc., où l'homme doit être employé. Ex. : Cartoucherie de Vincennes, Station halte-repas de Sens, Commission de réquisition n° , Service de navigation dans lequel l'homme sera requis.

(4) Indiquer la localité où l'homme doit se rendre et l'adresse exacte de l'établissement où il doit se présenter, ou l'emplacement de la Commission de réquisition, de la station halte-repas, etc. Ex. : Hôpital auxiliaire de campagne n° , à Boulogne-sur-Seine, avenue Victor-Hugo, n° ; Bureau du conducteur des Ponts et Chaussées du service local de la navigation.

(5) Inscrire le jour de la mobilisation en toutes lettres.

(6) Ses foyers ou bien son corps à Indiquer le corps d'affectation d'après les prescriptions de l'Instruction sur l'administration des hommes des réserves en indiquant le numéro au répertoire.

Lorsque ce second trajet doit s'effectuer par les voies ferrées :

a) L'homme renvoyé dans ses foyers, sa mission terminée, ou comme impropre au service, voyage gratuitement sur le vu du fascicule sur lequel est portée la mention « Vu bon pour rentrer dans ses foyers ».

b) L'homme rejoignant son corps, sa mission terminée, doit recevoir un ordre de transport modèle A'.

NOTA. — Pour les hommes qui doivent être renvoyés dans leurs foyers après l'accomplissement de leur mission, indiquer ci-dessous le corps auquel ils sont affectés par application de l'Instruction sur l'administration des hommes des réserves.

Ex. : (Inscrit sur les contrôles de la 12^e Section territoriale de commis et ouvriers militaires d'administration), n° du Répertoire.

ORDRE DE ROUTE

POUR LE CAS DE MOBILISATION.

En cas de mobilisation, portée à la connaissance des populations par voie d'affiches ou de publication sur la voie publique, le porteur du présent ordre se mettra en route sans attendre aucune notification individuelle et en se conformant aux prescriptions suivantes :

Ce militaire ne fera pas usage du chemin de fer :

Il emportera de chez lui des vivres pour *14* jour ,

Il se présentera, porteur du présent titre, à (4)

Monsieur le Président de la commission de réquisition n° 24, à Chambelle, à la caserne de gendarmerie
Signé comme 2^e secrétaire militaire de la commission n° 24

le (5) *premier* jour de la mobilisation avant

deux heures

Il aura droit au logement dans les localités suivantes :

Sa mission terminée, le dénommé d'autre part sera dirigé sur (6) *son corps : le 98^e Rég. 6^e d'Inf. à*

Montluçon, n° 14.090 au répertoire du corp.

Le Commandant du Bureau de recrutement,

Raffin

Classe
de
mobilisation. (A)

Numéro
au Contrôle
spécial. (A)

PROCÈS-VERBAL D'ÉCHANGE

DU FASCICULE DE MOBILISATION.

du (7)

Le présent fascicule, lorsqu'il est remplacé, doit être renvoyé au Commandant de recrutement qui a établi le nouveau fascicule remis en échange de celui-ci.

Ce jour'hui
nous, gendarme à , avons
inséré dans le livret individuel du dénommé ci-dessus,
en échange du présent fascicule, un nouvel ordre de route
qui l'affecte au

et lui prescrit de se rendre à

(A) { le (5) jour de la mobilisation,
avant heures du .

Signature du titulaire:

Signature du gendarme:

(A) Ces renseignements sont donnés par le fascicule remis à l'homme en échange de celui-ci.

(7) Grade, disponible, réserviste ou territorial, nom et prénoms, classe de recrutement, numéro au registre ou à la liste matricule.

Le présent Livret, contenant quarante pages, appartient à

Nom
écrit en bâtarde.

Boucaumont

Prénoms: *Etienne Emile*

Surnoms:

État civil.
Né le *1^{er} Janvier 1873*
à *Chantelle*
canton *du dit*
département *de l'Allier*
résidant à *Chantelle*
canton *du dit*
département *de l'Allier*
Profession *Etudiant à l'enseignement*
Fils de *Georges Emile*
et de *Esther Marie Céline*
domiciliés à *Chantelle*
canton *du dit*
département *de l'Allier*
Marié le
à
alors domiciliée à
département d
autorisation d

Signalément.

Cheveux *et*
Soucils *noirs*
Yeux *noirs*
Front *ordinaire*
Nez *moyen*
Bouche *petite*
Menton *ronde*
Visage *ovale*
Taille: 1 mètre *71* cent.

Marques particulières:

Jeune soldat (1) *appelle (Père)*
de la classe de 18 *93* de la subdivision de *Montluçon*
n° *34* de tirage dans le canton d *Chantelle*

ou Engagé an, le 18
a , département d
A été compris sur la liste de recrutement de la classe de 18 , de la subdivision
d , n° de tirage dans le
canton de

Numéro
au registre matricule
du recrutement:
589

Partie de la liste du
recrutement cantonal.
Vin

Numéro
de la liste matricule.

(1) Appelé ou classé dans les services auxiliaires.

Dates des passages et de la libération (1).

Dans la disponibilité de l'armée active.	Dans la réserve de l'armée active.	Dans l'armée territoriale.	Dans la réserve de l'armée territoriale.	Libération définitive du service militaire.
1 NOV 1897	1907	1913	1919	



Le Commandant du bureau de recrutement,

Darius

Dates modifiées par suite de déductions sur la durée des services.

Signatures des autorités qui ont opéré les modifications :

Changements survenus dans le signallement depuis l'incorporation.

Taille rectifiée :

Mariage contracté depuis l'incorporation.

Marié le

18

à

alors domiciliée à

département d

Autorisation du Conseil d'administration en date du

18

(1) En temps de guerre ces passages ne s'effectuent et la libération n'a lieu qu'après l'arrivée au corps de la classe destinée à remplacer celle à laquelle appartient l'homme. (Article 40 de la loi du 15 juillet 1894.)

Incorporations et immatriculations successives.

SERVICES. — POSITIONS DIVERSES.

DÉSIGNATION DES CORPS ET DÉTAIL DES SERVICES.	BATAILLON.	COMPAGNIE, escadron ou batterie.
Incorporé au 139 ^e Régiment d'Infanterie à Compiègne du 16 ^e Mars 1894		
Arrivé au Corps le 18 ^e Mars 1894		
Solдат éclaireur le 18 ^e Mars 1894		
Gardeur le 28 septembre 1894		
Sergent le 23 septembre 1894		
envoyé dans la disponibilité le 15 septembre 1894		
Appelé au régiment actif d'infanterie de Montluçon		
Nommé sous-lieutenant de réserve au Régiment d'infanterie de Roanne par décret et par décision du 31 X ^e 1898		
Démissionnaire le 31 X ^e 1904		
affecté comme sergent au Régiment d'Infanterie de Montluçon		
Rappelé à l'activité par décret de mobilisation générale en date du 2 août 1914		
Arrivé au Corps le 17 Octobre 1914		
affecté au 98 ^e Régiment de campagne		
Gardeur au 98 ^e Régiment de marche le 22 ^e Mars 1914		
Nommé à son grade de lieutenant au titre de l'armée territoriale en date du 21 Octobre 1916 par décret du Président de la République en date du 26 Octobre 1916.		
Nommé au grade de lieutenant dans l'infanterie de l'armée territoriale pour la durée de la guerre, par décret du Président de la République en date du 18 Mars 1917. (Nommé du 21 Octobre 1916)		

Livret individuel d'homme de troupe.

Campagnes.

Allemagne - Autriche du 2 août 1914 }
 au 18 }
 { du 18 }
 { au 18 }
 { du 18 }
 { au 13 }
 { du 18 }
 { au 18 }
 { du 18 }
 { au 18 }
 { du 18 }
 { au 13 }
 { du 13 }
 { au 18 }
 { du 18 }
 { au 18 }

TOTAL des campagnes.....

Blessures
et actions d'éclat,
citations.

Cité à l'ordre du Régiment le 2 mai 1916
 ordre n° 22

Décorations.

Croix de Guerre avec étoile en bronze

Rengagements.

Rengagé le 18 pour ans, à compter du 18
Rengagé le 18 pour ans, à compter du 18
Rengagé le 18 pour ans, à compter du 18

Commissionné le

Haute paye journalière d'ancienneté.

DES SOLDATS.

De 12 centimes, le _____ 18__.

De 16 centimes, le _____ 18____.

DES CAPORAUX OU BRIGADIERS.

De 16 centimes, le _____ 18_____.

De 24 centimes, le _____ 18__.

Hautes payes mensuelles des sous-officiers.

Admis à la haute paye de 9 fr., le _____ 18__.

Admis à la haute paye de 15 fr., le 18.....

Admis à la haute paye de 21 fr., le _____ 18__

Motif (décès, réforme, retraite) et date de la cessation
du service.

Certificat de bonne conduite.

Indiquer par le mot : *Accordé* ou *Refusé* si le militaire qui est resté au moins un an sous les drapeaux a obtenu ou non un certificat de bonne conduite à son passage dans la disponibilité ou dans la réserve de l'armée active.

Vaccination et revaccinations.

DATE.	RÉSULTATS (1).	SIGNATURE DU MÉDECIN CHARGÉ du service (2).	GRADE du MÉDECIN.
A l'arrivée au corps.....	<i>17 Mars 1894</i> Vacciné avec succès.... Avec succès cer- tain ou sans succès. Avec succès cer- tain ou sans succès.	<i>of uleb</i> <i>of uleb</i>	
Au corps....	1° 2° 3° 4°	Avec succès cer- tain ou sans succès. Avec succès cer- tain ou sans succès. Avec succès cer- tain ou sans succès. Avec succès cer- tain ou sans succès.	
Dans la disponi- bilité, dans la réserve de l'ar- mée active, dans l'armée territo- riale ou sa ré- serve.	1° 2°	Avec succès cer- tain ou sans succès. Avec succès cer- tain ou sans succès.	

(1) On biffa l'énoncé qui ne devra pas être conservé.

(2) Le médecin chargé du service au corps portera, s'il y a lieu, les indications résultant du certificat du docteur en médecine qui aurait pratiqué la revaccination chez un homme dans la disponibilité, dans la réserve de l'armée active, dans l'armée territoriale ou sa réserve.

THÉORIES DISTRIBUÉES.

[illegible]

On passe un trait sur les théories qui sont retirées à l'homme pour une cause quelconque. Cette mesure ne s'applique pas aux théories abandonnées au détenteur lors du renvoi dans ses foyers.

Instruction générale.

DEGRÉ D'INSTRUCTION

1° A l'arrivée au corps (1).....

Sait lire et écrire

~~Sait lire et écrire~~
Bachelier en lettres

2° Au moment du passage dans la disponibilité ou dans la réserve de l'armée active (1).....

Sait lire et écrire

A SUIVI
LE COURS

préparatoire (infanterie et cavalerie) en _____
 secondaire (artillerie, génie et train des équipages militaires) en _____
 supérieur (artillerie et génie) en _____

Instructions diverses.

ESCRIME.

A commencé l'escrime, le 15 Janvier 1898

Admis à faire assaut, le _____

Elève prévôt, le _____

A obtenu le brevet de prévôt le _____

Prévôt, le _____

GYMNASTIQUE.

A la 3^e classe, le 15 Janvier 1898A la 2^e classe, le 15 Mars 1898A la 1^{re} classe, le 15 Mai 1898

Moniteur, le _____

NATATION.

A l'arrivée au corps (2) Ne sait pas nager

Au moment du passage dans la disponibilité ou dans la réserve de l'armée active (2) :

Ne sait pas nager.

(1) Ne sait ni lire ni écrire. — On sait lire seulement. — On sait lire et écrire. — Indiquer les certificats d'études, brevets ou diplômes universitaires.

(2) Très bon nageur. — Nageur ordinaire. — Nage un peu. — Ne sait pas nager.

Permissions obtenues

Baucaumont

Date de départ	Nombre de jours obtenus	Signature de la Permission	Date du retour	Observations
20 juillet 1911	4 jours	requiem	1 ^{er} août 1911	
23 janvier 1916	10 jours	"	1 ^{er} mars 1916	
8 août 1916	10 jours	"	19 août 1916	Croix de guerre

Admis au Peloton d'instruction le 18 Décembre 1894

A obtenu :

Au classement de mai, le n° 101 sur 173 élèves.

Au classement final d'août, le n° 91^{bi} sur 188 élèves.

Instruction militaire.

Commencée le 18 novembre 1894
 Suffisante pour que l'homme soit mobilisable le 18 Mars 1895
 Terminée le 7 Août 1895

Élève caporal (ou brigadier) le _____

Admis au peloton des candidats sous-officiers (dans le corps où ces pelotons sont organisés) le _____

Instructions, stages et emplois spéciaux.

Indiquer ci-contre la nature des instructions suivies, des stages accomplis et des emplois remplis pendant la présence sous les drapeaux.

Cette inscription devra être portée sur le livret aussitôt que l'homme a terminé l'instruction ou le stage ou a été reconnu apte à remplir l'emploi indiqué.

TIR.

ANNEES.	DIMENSION DU CHAMP DE TIR.	FUSIL, CARABINE, MOUSQUETON															TOTALX.	CLASSEMENT.	REVOLVER.							POINTAGE DES BOUCHES à feu (artillerie.) — Classement annuel.	
		NOMBRE de { POINTS OBTENUS (Infanterie). BALLES MISES (Cavalerie, artillerie, train des équipages militaires).	1 ^{er} TIR.	2 ^e TIR.	3 ^e TIR.	4 ^e TIR.	5 ^e TIR.	6 ^e TIR.	7 ^e TIR.	8 ^e TIR.	9 ^e TIR.	10 ^e TIR.	11 ^e TIR.	12 ^e TIR.	13 ^e TIR.	14 ^e TIR.			15 ^e TIR.	1 ^{er} TIR, 15 m.	2 ^e TIR, 15 m.	3 ^e TIR, 30 m.	4 ^e TIR, 30 m.	5 ^e TIR, 15 m. à tir continu.	6 ^e TIR, 15 m. à tir continu.		TOTALX.
1899.	200	0	6	3	3	1	9	9	8	0	4	16	0					91	2 ^e								
18.																											
18.																											
18.																											
18.																											

PRIX ET MENTIONS HONORIFIQUES.

DANS LES CONCOURS MILITAIRES (1).

DANS LES CONCOURS NON MILITAIRES.

(1) Cors, épinglettes, médailles, grenades, etc.

TIR A LA CIBLE

FUSIL

REVOLVER : Balles mises

ANNÉES	Tirs d'instruction. Points obtenus.						Tirs d'application. Points obtenus								CLASSEMENT	REVOLVER : Balles mises						
	3 ^e tir.	4 ^e tir.	5 ^e tir.	6 ^e tir.	7 ^e tir.	TOTAUX	8 ^e tir.	9 ^e tir.	10 ^e tir.	11 ^e tir.	12 ^e tir.	13 ^e tir.	14 ^e tir.	TOTAUX		1 ^{er} tir, 15 m.	2 ^e tir, 15 m.	3 ^e tir, 30 m.	4 ^e tir, 30 m.	5 ^e tir, 45 m., à tir continu.	6 ^e tir, 45 m., à tir continu.	TOTAUX
1896	4	3	6	6	7	26	11	9	10	12	12	6	2	62	1 ^{er}							
1897	8	9	7	5	4	30	10	5	7	3	10	14	2	51	1 ^{er}							
												</										

PRIX ET MENTIONS HONORIFIQUES

A la suite des tirs de l'année ou des concours militaires (1)

Concours non militaires [2]

A obtenu en 1896 un cor de chasse brodé.

(1) Médailles, épinglettes, cors de chasse brodés.

(2) Les prix obtenus avant l'incorporation sont également mentionnés

DÉSIGNATION DES EFFETS.		EFFETS		ANNÉES ET MOIS	
		DISTRIBUÉS			
		à la			
		mobilisation.			
		1844	1845	1846	1847
		Collection n°	Collection n°	Collection n°	Collection n°
		2.	3.	2.	3.
<i>Habillement.</i>					
Capote, manteau, capote-manteau.....		X	X	X	X
Collet à capuchon.....					
Gilet.....	{ de sous-officier.....				
	{ de soldat.....				
Guêtres-jambières en drap (Paires de)..<					
Pantalon	{ de sous-officier.....				
d'ordonnance	{ de soldat.....	X	X		
Pantalon	{ de sous-officier.....				
de cheval	{ de soldat.....				
Portemanteau.....					
Tunique	{ de sous-officier.....				
ou dolman	{ de soldat.....			X	X
Veste	{ de sous-officier.....				
en drap	{ de soldat.....	X	X		
<i>Coiffure.</i>					
Képi	{ de sous-officier.....				
de 1 ^{re} tenue	{ de soldat.....	X	X		
Képi	{ de sous-officier.....				
de 2 ^e tenue	{ de soldat.....	X	X		X
Casque.....					
Casquette.....					
Shako.....					
<i>Chaussure.</i>					
Bottes (Paires de).....					
Bottines (Paires de).....					
Brodequins (Paires de).....		X	X		
Guêtres de cuir (Paires de).....		X	X		
Souliers (Paires de).....		X	X		

NOTA. Les militaires de l'armée active auxquels des effets sont laissés au moment de leur renvoi dans leurs entretiens soigneusement. Ils devront arriver à leur corps porteurs de ces effets pour les périodes passibles de punitions.

généralistes du bradiquisme en service seront remboursés de la

des effets de la 1^{re} portion.

DE LA DISTRIBUTION DES EFFETS.

[illegible]

loyers sont astreints, tant qu'ils ne sont pas définitivement libérés, à conserver ces effets et à les remettre en cas de mobilisation. Les hommes qui ne se seront pas conformés à ces instructions seront considérés comme coupables de désobéissance.

Enregistrement successif des effets de la

DÉSIGNATION DES EFFETS ET DES ARMES.		1894	1895.
Grand équipement.			
Banderole { de porte-giberne			
d'étui de revolver			
Bretelle de fusil, de carab. ou de mousq..		8"	
Cartouchières			
Ceinturon		8"	
Courroie de ceinture de revolver			
Étui de revolver			
Giberne		2"	
Havresac		8"	
Lanière de revolver			
Poche à cartouches		14"	
Porte-épée-baïonnette		8"	
Porte-fourreau		8"	
<i>Bretelles de suspension</i>			8"
<i>Cartouchières M^{le} 88</i>			8"
Campement.			
Couverture			
Fanion de signaleur			
Lanterne de signaleur			
Petit bidon (avec { 1 litre		8"	
courroie) de { 2 litres			
Sac tente-abri avec accessoires			

Armement.

Armement.	Números.	Lettre de série.	Números.	Lettre de série.
Cuirasse.....				
Épée.....				
Fusil, carabine ou mousqueton.....	46/410	J		
Jeu d'accessoires complet.....				
Nécessaire d'armes isolé.....	46/410	J		
Revolver.....				
Sabre.....				
Sabre-baïonnette (série Z).....				
Carabine de tir.....	48			

1^{re} portion (suite) des armes et des outils portatifs.

DE LA DISTRIBUTION DES EFFETS.

[illegible]

(Ne pas inscrire d'avance les noms des mois ; ne les inscrire que s'ils comportent des distributions.)

DÉSIGNATION DES EFFETS.	Mois de décembre 1891	Mois de mai 1892	Mois de juin 1892	Mois de septembre 1892	Mois d'octobre 1892	Mois d'avril 1893	Mois d'août 1893
Pantalon de toile ou de treillis..	X	X	X	X	X	X	X
Patience.....	X	X	X	X	X	X	X
Peigne... { à dégrasser..... { à cheval.....	X	X	X	X	X	X	X
Plumet.....	X	X	X	X	X	X	X
Pompon.....	X	X	X	X	X	X	X
Sabots-galoches (Paire de)	X	X	X	X	X	X	X
Sac à avoine.....	X	X	X	X	X	X	X
Sac à distribution.....	X	X	X	X	X	X	X
Sac de petite monture.....	X	X	X	X	X	X	X
Sachet pour vivres de réserve....	X	X	X	X	X	X	X
Serviette.....	X	X	X	X	X	X	X
Sous-pieds (Paire de).....	X	X	X	X	X	X	X
Tasse ou quart.....	X	X	X	X	X	X	X
Trompette avec accessoires.....	X	X	X	X	X	X	X
Trousse vide.....	X	X	X	X	X	X	X
Turban.....	X	X	X	X	X	X	X
Veste de travail.....	X	X	X	X	X	X	X
Effets spéciaux de sous-officier rengagé.							
Ceinturon	X	X	X	X	X	X	X
Dragonne.....	X	X	X	X	X	X	X
Epaulettes (Paire d').....	X	X	X	X	X	X	X
Gilet (zouaves et tirailleurs)...	X	X	X	X	X	X	X
Guêtres-jambières (zouaves et ti- raillleurs).....	X	X	X	X	X	X	X
Képi	X	X	X	X	X	X	X
Pantalon d'ordonnance	X	X	X	X	X	X	X
Tunique ou dolman.....	X	X	X	X	X	X	X
Veste (zouaves et tirailleurs)...	X	X	X	X	X	X	X
Effets de gymnase.							
Calotte.....	X	X	X	X	X	X	X
Ceinture.....	X	X	X	X	X	X	X
Pantalon	X	X	X	X	X	X	X
Veste.....	X	X	X	X	X	X	X
Effets spéciaux des troupes alpines.							
Bandes molletières (Paire de) ..	X	X	X	X	X	X	X
Bâton ferré.....	X	X	X	X	X	X	X
Béret.....	X	X	X	X	X	X	X
Ceinture de laine.....	X	X	X	X	X	X	X
ersey.....	X	X	X	X	X	X	X

CHEVAL.

Enregistrement

[illegible]

NOTA. On passe un trait sur le nom et le numéro matricule du cheval qui passe à un autre toutes causes.

successif des effets de harnachement.

[illegible]

cavalier, qui est réformé ou qui meurt. On raye de la même manière les effets remplacés pour

Tableau indiquant les mesures de l'homme et les types et subdivisions d'effets correspondant à ces mesures.

DÉSIGNATION des effets.	MESURES correspondant aux EFFETS DÉSIGNÉS.	TYPE ET SUBDIVISION DE L'EFFET CORRESPONDANT aux mesures prises (A). POINTURE ET GROSSEUR POUR LA CHAUSSURE			
		A l'époque de l'incorporation.	Au moment du renvoi dans ses foyers.	Lors du 1 ^{er} appel comme réserviste.	Lors de l'appel comme territorial.
Capote ou manteau.	Longueur du dos (jusqu'à 33 centimètres de terre)	122 Type C	Type	Type	Type
	Grosseur sous les bras	90 4 ^e sub.	° sub.	° sub.	° sub.
Tunique, dolman ou veste.	Longueur de la taille	44 Type C	Type	Type	Type
	Grosseur sous les bras	102 2 ^e sub.	° sub.	° sub.	° sub.
Pantalon.	Longueur de côté <i>Sout-trajambe</i>	74 Type A	Type	Type	Type
	Grosseur de ceinture	80 3 ^e sub.	° sub.	° sub.	° sub.
Képi, shako ou casque.	Grosseur du tour de tête	54			
Bro-dequins, bottes ou bottines, souliers.	Longueur du pied	28			
	Grosseur aux doigts de pied	24 1/2	Pointure: 2	Pointure: 1	Pointure: 1
	Grosseur au cou-de-pied	26	Pointure: 29		
Guêtres.	Selon la pointure du soulier....				

(A) Si un homme a 130 centimètres comme longueur du dos, 106 centimètres comme grosseur sous les bras, on indiquera pour la capote : Type A, 1^{re} subdivision.

Si l'homme a comme longueur de taille 48 centimètres et comme grosseur sous les bras 101 centimètres, on portera pour la veste : Type A, 1^{re} subdivision.

Si l'homme a 90 centimètres comme longueur d'entrejambes et 89 centimètres comme grosseur à la ceinture, on indiquera pour le pantalon : Type A, 1^{re} subdivision.

Si la longueur du pied est de 27 centimètres, comme il est nécessaire de laisser au pied introduit dans la chaussure un jeu de 1 centimètre 1/2 environ dans le sens de la longueur, on inscrira, pour la chaussure, la pointure 29, chiffre qui sera suivi du nombre 1, 2, 3 ou 4 pour indiquer la largeur de la chaussure qui lui convient.

Dispositions de lois ou règlements dont les militaires doivent avoir incessamment le texte sous les yeux.

MARQUES EXTÉRIEURES DE RESPECT.

DEVOIRS GÉNÉRAUX. — Les militaires doivent, en toutes circonstances, soit de jour, soit de nuit, même hors du service, de la déférence et du respect à leurs supérieurs des armées de terre ou de mer, quels que soient l'arme et le corps auxquels ils appartiennent.

L'inférieur prévient le supérieur en le saluant le premier; le supérieur rend le salut.

A grade égal, les militaires échangent le salut. Toutefois, les sous-officiers rengagés et les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire ont droit au salut des militaires du même grade non rengagés ou non décorés.

Le salut n'est pas dû par les gendarmes aux sous-officiers, caporaux et brigadiers des autres armes. Les militaires des différents corps de l'armée doivent le salut à ceux de la gendarmerie, toutes les fois que ceux-ci portent les marques distinctives d'un grade supérieur au leur.

Les fonctionnaires de l'intendance militaire, les officiers du corps de santé militaire et les vétérinaires militaires ont droit au salut des militaires.

Y ont également droit : les archivistes des bureaux d'état-major, les gardes d'artillerie, les adjoints du génie, les officiers d'administration des divers services, les aumôniers militaires, les interprètes militaires, les chefs de musique, ainsi que les contrôleurs d'armes.

Y ont encore droit, lorsqu'ils sont revêtus de leur uniforme ou de leurs insignes : les officiers du corps militaire des douanes et des chasseurs forestiers, les agents de la trésorerie et postes, de la télégraphie militaire et des sections de chemins de fer de campagne assimilés ou traités comme officiers; les officiers et les sous-officiers des compagnies de sapeurs-pompiers des communes, les fonctionnaires civils en costume et les officiers étrangers.

Le sous-chef de musique a droit au salut des sergents-majors, des sergents ou maréchaux des logis, des caporaux ou brigadiers et des soldats.

Les chefs armuriers ont droit au salut des sergents ou maréchaux des logis, des caporaux ou brigadiers et des soldats.

FORMES DU SALUT. — Le salut militaire, à pied et à cheval, quel que soit le grade et quelle que soit la coiffure, consiste à porter la main droite ouverte au côté droit de la visière, la main droite dans le prolongement de l'avant-bras. Les doigts étendus et joints, le pouce réuni aux autres doigts, la paume de la main en avant, le bras sensiblement horizontal et dans l'alignement des épaules, en regardant la personne qu'on salue.

Les sous-officiers, caporaux, brigadiers ou soldats ne se découvrent chez leur supérieur que lorsqu'il les y autorise.

Tout militaire qui parle à un supérieur le salue et prend une attitude militaire.

Tout militaire qui passe devant un drapeau ou un étendard de régiment salue sans s'arrêter.

Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat, armé du fusil, ou ayant le sabre à la main, qui parle à un officier, porte ou présente l'arme, suivant le grade; s'il passe près d'un officier, devant un drapeau ou un étendard de régiment, il porte l'arme sans s'arrêter.

PLANTONS ET ORDONNANCES. — Les sous-officiers, les caporaux ou brigadiers et les soldats remettent les dépêches de la manière suivante :

S'ils sont armes, ils s'arrêtent, portent l'arme, remettent la dépêche de la main gauche, se portent à six pas en arrière et attendent dans la position de *Reposez arme*; s'ils ne sont pas armes du fusil, ils s'arrêtent, saluent, remettent la dépêche de la main gauche et vont attendre à six pas, dans la position du soldat sans arme; si la dépêche est remise à un officier général ou supérieur, le planton présente l'arme, la confie de la main gauche et remet la dépêche de la main droite.

Les ordonnances à cheval saluent et remettent ensuite la dépêche de la main droite.

VISITES D'OFFICIERS. — Quand un officier entre dans une chambre, le caporal ou brigadier commande *Fixe*. Les soldats se lèvent, se découvrent; s'ils sont en képi, gardent le silence et l'immobilité jusqu'à ce que l'officier soit sorti ou qu'il ait commandé *Repos*; si c'est un officier supérieur, le caporal ou brigadier commande *A vos rangs*; les soldats se placent au pied de leur lit; lorsqu'ils y sont, le caporal ou brigadier commande *Fixe*.

ARTICLE 47 DE LA LOI DU 15 JUILLET 1889.

Les militaires qui, pendant la durée de leur service, auront subi des punitions de prison ou de cellule seront maintenus au corps après le départ des hommes de leur classe, pendant un nombre de jours égal au nombre de journées de prison ou de cellule qu'ils auront subies.

Cette disposition ne sera pas applicable aux militaires qui, au moment du départ des hommes de leur classe, seront en possession du grade de sous-officier ou de celui de caporal ou brigadier.

Si le total de ces journées de prison ou de cellule dépasse soixante, la durée du maintien au corps sera fixée par le conseil de discipline statuant en dernier ressort; elle ne pourra être inférieure à trois mois, ni supérieure à un an.

EXTRAIT DU CODE DE JUSTICE MILITAIRE.

ART. 231. — Est considéré comme déserteur à l'intérieur :

1° Six jours après celui de l'absence constatée, tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat qui s'absente de son corps ou détachement sans autorisation. Néanmoins, si le soldat n'a pas trois mois de service, il ne peut être considéré comme déserteur qu'après un mois d'absence;

2° Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat voyageant isolément d'un corps à un autre et dont le congé ou la permission est expiré et qui, dans les quinze jours qui suivent celui qui a été fixé pour son retour ou son arrivée au corps, ne s'y est pas présenté.

ART. 235. — Est déclaré déserteur à l'étranger, en temps de paix, trois jours, et, en temps de guerre, un jour après celui de l'absence constatée, tout militaire qui franchit, sans autorisation, les limites du territoire français ou qui, hors de France, abandonne le corps auquel il appartient.

Nomenclature alphabétique des crimes et délits militaires et peines y attachées.

CRIMES OU DÉLITS.	PEINES.	ART. du Code.
Abandon du poste en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.	Mort	213
Abandon sur un territoire en état de guerre ou de siège.	2 à 5 ans de prison	"
Abandon dans tous les autres cas.	2 à 6 mois de prison	"
Abandon étant en faction ou en vedette en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.	Mort	211
Abandon sur un territoire en état de guerre ou de siège.	2 à 5 ans de travaux publics	"
Abandon dans tous les autres cas.	2 mois à 1 an de prison	"
Absence du poste en cas d'alerte ou à la générale en temps de guerre ou en état de siège.	6 mois à 2 ans de prison	214
Absence d'un militaire au conseil de guerre ou il est appelé à siéger.	2 à 6 mois de prison	215
Achat ou recel d'effets de petit équipement.	6 mois à 1 an de prison	244
Achat ou recel de chevaux, d'effets d'armement, d'équipement ou d'habillement, de munitions ou de tout autre objet confié pour le service.	1 an à 5 ans de prison	244
Achat ou recel ou acceptation en gage d'armes, de munitions, d'effets d'habillement, de grand et de petit équipement, ou de tout autre objet militaire.	La même peine que l'auteur du délit	247
Acte d'hostilité commis par un chef militaire, sur un territoire allié ou neutre, sans ordre ou provocation.	Destitution	(*) D 226
Armes portées contre la France.	Mort avec dégradation milit.	(*) D 204.
Attaque sans ordre ou provocation contre les troupes d'une puissance alliée ou neutre.	Mort	(*) D 226
Capitulation avec l'ennemi.	Mort avec dégradation milit.	209
Capitulation en rase campagne.	Mort avec dégradation militaire ou destitution	210

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 31.)

CRIMES OU DÉLITS.

PEINES.

ART.
du Code.

Commandement pris ou retenu sans ordre ou motif légitime.	Mort	(*) D 228
Contrefaçon de sceaux, de timbres ou de marques militaires.	Reclusion de 5 à 10 ans	259
Corruption dans le service, dans l'administration militaire.	Dégradation militaire	261
— En cas de circonstances atténuantes.	Empris. de 3 mois à 2 ans	"
Depouillement d'un blessé.	Reclusion	(*) D 249
Depouillement d'un blessé auquel il est fait de nouvelles blessures.	Mort	"
Désertion à l'ennemi.	Mort avec dégradation milit.	238
Désertion en présence de l'ennemi.	Détention de 5 à 20 ans	239
Désertion à l'étranger en temps de paix.	2 à 5 ans de trav. publics (1)	235, 236
Désertion en temps de guerre ou d'un territoire en état de guerre ou de siège.	5 à 10 ans de trav. publics (1)	235, 236
Désertion à l'intérieur en temps de paix.	2 à 5 ans de prison (2)	231, 232
Désertion à l'intérieur en temps de guerre ou d'un territoire en état de guerre ou de siège.	2 à 5 ans de trav. publics (2)	231, 232
Désertion avec complot en présence de l'ennemi ou étant chef de complot de désertion à l'étranger.	Mort	241
Désertion étant chef de complot à l'intérieur.	5 à 10 ans de travaux publics	"
Désertion dans tous les autres cas.	Le maximum de la peine portée pour la désertion	"
Destruction volontaire d'édifices, bâtiments, ouvrages militaires, magasins, chantiers, vaisseaux, navires, bateaux à l'usage de l'armée.	Travaux forcés de 5 à 20 ans	(*) D 258
— En cas de circonstances atténuantes.	Reclusion de 5 à 10 ans, ou emprisonnement de 2 à 5 ans	"
Destruction, en présence de l'ennemi, des moyens de défense, de tout ou partie d'un matériel de guerre, des approvisionnements en armes, vivres, munitions, effets de campement, d'équipement, d'habillement.	Mort avec dégradation militaire	(*) D 253
Destruction hors de la présence de l'ennemi.	Détention de 5 à 20 ans	"
Destruction ou bris volontaire d'armes, des effets de campement, de casernement, d'équipement ou d'habillement appartenant à l'État.	2 à 5 ans de travaux publics	(*) D 254
— En cas de circonstances atténuantes.	Emprisonnement de 2 mois à 5 ans	"
Destruction des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité militaire.	Reclusion de 5 à 10 ans	(*) D 255
— En cas de circonstances atténuantes.	Emprisonnement de 2 à 5 ans	"
Dissipation ou détournement d'armes, de munitions, effets ou autres objets remis pour le service.	6 mois à 2 ans de prison	245
Distributions de substances, denrées ou liquides avariés, corrompus ou gâtés.	Reclusion de 5 à 10 ans	265
— En cas de circonstances atténuantes.	Emprisonnement de 1 à 5 ans	"
Divulgaration du mot d'ordre ou du secret d'une opération ou expédition.	Mort avec dégradation milit.	(*) D 205
Embauchage pour l'ennemi et pour les rebelles armés.	Mort (De plus la dégradation militaire si le coupable est militaire)	(*) D 201
Espionnage par les ennemis sous des déguisements.	Mort	207
Espionnage pour l'ennemi ou recel d'espions ou d'ennemis.	Mort avec dégradation militaire	(*) D 206
Evasion (Auteurs ou complices d') de prisonniers de guerre ou détenus, en cas de négligence.	Emprisonnement de 6 jours à 5 ans	216

(1) La peine ne peut être moindre de trois ans pour le premier cas et de sept ans pour le second, si le coupable a emporté des armes, des effets d'habillement ou d'équipement, ou emmené son cheval, s'il était de service ou s'il avait déserté antérieurement. Le condamné, pour désertion en temps de guerre, sera en outre privé de ses droits électoraux.

(2) Le minimum est de trois ans, si le déserteur a emporté des armes, des effets d'habillement ou d'équipement, ou emmené son cheval, s'il était de service ou s'il avait déserté antérieurement.

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 31.)

CRIMES OU DÉLITS.

PEINES.

ART.
du Code.

Évasion, en cas de connivence.....	Reclusion de 5 à 10 ans, travaux forcés de 5 à 20 ans, travaux forcés perpétuels..	"
Falsification, par un militaire, de substances, matières, denrées ou liquides confiés à sa garde ou placés sous sa surveillance.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	265
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 1 à 5 ans.	"
Faux sur des états de situation ou de revues.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.	257
— En cas de circonstances atténuantes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 2 à 5 ans.	"
Faux certificats de maladie obtenus d'un médecin militaire par dons ou promesses.....	Dégrada-tion militaire.....	262
Hostilités prolongées après l'avis de la paix ou d'une trêve ou d'un armistice.....	Mort.....	227
Incendie d'édifices, bâtiments ou ouvrages militaires, des magasins, chantiers, vaisseaux, navires ou bateaux à l'usage de l'armée.....	Mort avec dégradation militaire.....	(*) D 251
— En cas de circonstances atténuantes.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.	"
Infidélité dans le service, dans l'administration militaire.....	1 an à 5 ans de prison.....	264
Infidélité dans les états de troupe.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.	257
Infidélités dans les états de troupe, en cas de circonstances atténuantes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 2 à 5 ans.	"
Infidélité dans les poids ou mesures des rations.....	1 an à 5 ans de prison.....	258
Insoumission : jeunes soldats, engagés, réservistes et hommes de l'armée territoriale. Pour ces deux derniers, seulement en cas de récidive.....	Emprisonnement de 1 mois à 1 an	(*) D 230
Insoumission en temps de guerre.....	2 ans à 5 ans de prison.....	(*) D 230 (1)
Instigateurs de pillage en bande, soit avec arme ou force ouverte, soit avec bris de clôture ou violences.....	Mort avec dégradation militaire.....	(*) D 250
Insulte envers une sentinelle.....	6 jours à 1 an de prison.....	220
Intelligence avec l'ennemi, dans le but de favoriser ses entreprises.....	Mort avec dégradation milit.....	(*) D 205
Meurtre sur la personne de son hôte, sur celle de sa femme ou de ses enfants.....	Mort.....	256
Mise en gage d'effets d'armement, de grand équipement, d'habillement, ou de tout autre objet confié pour le service.....	6 mois à 1 an de prison.....	246
Mise en gage d'effets de petit équipement.....	2 à 6 mois de prison.....	"
Mort donnée à un cheval ou bête de trait ou de somme employée au service de l'armée.....	2 à 5 ans de travaux publics.....	(*) D 254
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 2 mois à 5 ans.....	"
Outrages par paroles, gestes ou menaces, envers un supérieur, pendant le service ou à l'occasion du service.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	224
Outrages hors de cas.....	1 an à 5 ans de prison.....	"
Outrages envers un supérieur, commis par un réserviste ou par un homme de l'armée territoriale, postérieurement à son renvoi dans ses foyers, comme vengeance contre un acte d'autorité légalement exercé à l'occasion du service.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	(*) D 224
— En cas de circonstances atténuantes.....	2 mois à 5 ans d'emprisonnement.....	(*) D 224
— A l'occasion d'un acte exercé hors du service, mais alors que le supérieur et l'inférieur étaient revêtus d'uniforme.....	1 à 5 ans d'emprisonnement.....	(*) D 224
— En cas de circonstances atténuantes.....	1 jour à 1 an d'emprisonnement.....	(*) D 224

(1) Le nom du coupable est affiché dans toutes les communes du canton de son domicile; de plus, l'homme est envoyé dans une compagnie de discipline à l'expiration de sa peine. Il sera, en outre, privé de ses droits électoraux. (Art. 73 de la loi du 15 juillet 1889.)

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 31.)

CRIMES OU DÉLITS.

PEINES.

ART.
du Code.

Participation d'un réserviste ou d'un homme de l'armée territoriale, en armes, ou revêtu d'effets d'uniforme, à un rassemblement tumultueux et contraire à l'ordre public.....	2 mois à 5 ans de prison.....	
Pillage commis en bande, soit avec arme ou force ouverte, soit avec bris de clôture ou violences.....	5 à 10 ans de travaux publics. — de reclusion ou mort, — selon les cas.....	(*) D 225
Pillage dans les autres cas.....	Mort avec dégradation militaire.....	(*) D 250
Port illégal de décorations, d'uniformes ou d'insignes.....	Reclusion.....	"
Prévarication dans le service, dans l'administration militaire.....	2 mois à 2 ans de prison.....	266
— Suivant les cas.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.	261, 263
— En cas de circonstances atténuantes.....	Dégrada-tion militaire.....	"
Prisonnier de guerre qui, ayant faussé sa parole, est repris les armes à la main.....	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 3 mois à 5 ans.	"
Provocation ou assistance à la désertion par un militaire.....	Mort.....	(*) D 204
Provocation par un individu non militaire.....	Peine de la désertion.....	(*) D 242
Provocation à la fuite ou empêchement de ralliement en présence de l'ennemi.....	2 mois à 5 ans de prison.....	"
Rébellion envers la force armée ou les agents de l'autorité, sans armes.....	Mort avec dégradation milit.....	(*) D 205
Rébellion avec armes.....	2 à 6 mois de prison.....	225
Rébellion par plus de deux militaires, sans armes.....	6 mois à 2 ans de prison.....	"
Rébellion avec armes.....	2 à 5 ans de prison.....	"
Rébellion par des militaires armés, au nombre de huit au moins.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	"
Reddition de place sans avoir épuisé tous les moyens de défense.....	Mort ou travaux publics de 5 à 10 ans, selon les circonstances.....	"
Refus d'obéissance pour marcher contre l'ennemi ou contre des rebelles armés.....	Mort avec dégradation militaire.....	209
Refus d'obéissance sur un territoire en état de guerre ou de siège.....	Mort avec dégradation militaire.....	218
Refus d'obéissance dans tous les autres cas.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	"
Revolte, suivant la gravité des faits, selon le nombre, la position et le grade de ceux qui y participent.....	1 an à 2 ans de prison.....	"
Sommeil d'un factionnaire ou d'une vedette en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.....	Mort. — 5 à 10 ans de travaux publics.....	217
Sommeil sur un territoire en état de guerre ou de siège.....	2 à 5 ans de travaux publics.....	212
— Dans tous les autres cas.....	6 mois à 1 an de prison.....	"
Soustractions commises par des comptables militaires.....	2 à 6 mois de prison.....	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	263
Tentative de contrainte ou de corruption n'ayant produit aucun effet.....	Reclusion de 5 à 10 ans; emprisonnement de 2 à 5 ans.....	"
Trafic, à son profit, des fonds ou deniers appartenant à l'État ou à des militaires.....	Emprisonnement de 3 à 6 mois.....	261
Trahison.....	1 an à 5 ans de prison.....	264
Usage frauduleux des sceaux, timbres ou marques militaires.....	Mort avec dégradation milit.....	(*) D 205
Vente d'effets de petit équipement.....	Dégrada-tion militaire.....	260
Vente de son cheval, de ses effets d'armement, d'équipement ou d'habillement, de munitions ou de tout autre objet confié pour le service.....	6 mois à 1 an de prison.....	244
Violation de consigne en présence de l'ennemi ou des rebelles.....	1 à 5 ans de prison.....	244
Violation sur un territoire en état de guerre ou de siège.....	Détention de 5 à 20 ans.....	(*) D 219
— Dans tous les autres cas.....	2 à 10 ans de travaux publics.....	"
	2 mois à 3 ans de prison.....	"

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 31.)

CRIMES OU DÉLITS.

PEINES.

ART.
du Code.

Violences envers une sentinelle ou vedette à main armée.....	Mort.....	(*) D 220
Violences sans armes, mais en réunion de plusieurs personnes.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	"
Violences sans armes et par une seule personne.....	1 à 5 ans de prison.....	"
Voies de fait envers un supérieur avec préméditation et guet-apens.....	Mort avec dégradation militaire.....	221
Voies de fait commises sous les armes envers un supérieur.....	Mort.....	222
Voies de fait envers un supérieur pendant le service ou à l'occasion du service.....	Mort.....	223
Voies de fait hors du service ou sans que cela soit à l'occasion du service.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	"
Voies de fait commises envers un supérieur par un réserviste ou par un homme de l'armée territoriale, postérieurement à son renvoi dans ses foyers, comme vengeance contre un acte d'autorité légalement exercé à l'occasion du service.....	Mort.....	(*) D 223
— En cas de circonstances atténuantes.....	Détention de 5 à 20 ans.....	(*) D 223
— A l'occasion d'un acte exercé en dehors du service, mais alors que le supérieur et l'inférieur étaient revêtus d'uniformes.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	(*) D 223
— En cas de circonstances atténuantes.....	2 mois à 5 ans d'emprisonnement.....	(*) D 223
Voies de fait envers un inférieur sans motifs légitimes.....	2 mois à 5 ans de prison.....	(*) D 220
Vol des armes et munitions appartenant à l'État, de l'argent de l'ordinaire, de la solde, des deniers ou effets quelconques appartenant à des militaires ou à l'État, si le coupable en est comptable.....	5 à 20 ans de travaux forcés.....	(*) D 248
— En cas de circonstances atténuantes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, ou emprisonnement de 3 à 5 ans.....	"
Vol, s'il n'est pas comptable.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 1 à 5 ans.....	"
Vol chez l'hôte.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 1 à 5 ans.....	"
Voies qualifiées par le Code pénal ordinaire, selon les circonstances.....	Travaux forcés à perpétuité ; travaux forcés à temps ; reclusion ou emprisonnement.....	"

Loi du 23 janvier 1873. (Circ. du 6 mai 1873.) — Tout soldat en état d'ivresse publique et manifeste est passible des peines suivantes : 1^{re} faute, 6 jours à 1 mois de prison ; — 2^e faute (1^{re} récidive) dans le délai de 12 mois après la première condamnation, 6 jours à 1 mois de prison ; — 3^e faute (2^e récidive) dans le délai de 12 mois après la deuxième condamnation, 6 jours à 2 mois de prison ; — 4^e faute (3^e récidive) dans le délai de 12 mois après la troisième condamnation, 6 jours à 6 mois de prison.

Loi du 26 juillet 1873. — Quiconque, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, se sera fait servir des boissons ou des aliments qu'il aura consommés en tout ou en partie, dans un établissement à ce destiné, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 16 francs à 200 francs.

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 31.)

Dispositions de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, applicables aux hommes dans leurs foyers.

Livret individuel. — Tout homme inscrit sur le registre matricule du recrutement reçoit un livret individuel qu'il est tenu de représenter à toute réquisition des autorités militaire, judiciaire ou civile.

En cas d'appel à l'activité ou de convocation pour les manœuvres, exercices ou revues, la représentation du livret individuel doit avoir lieu dans les vingt-quatre heures de la réquisition ; dans un délai de huit jours en tout autre cas (art. 36).

Mariage. — Les hommes envoyés en congé après un an de service (1) (art. 21, 22 et 23 de la loi), les hommes de la disponibilité et de la réserve de l'armée active peuvent se marier sans autorisation (art. 25 et 58).

Père de quatre enfants vivants. — Les réservistes qui sont pères de quatre enfants vivants passent de droit dans l'armée territoriale (art. 58).

Marques extérieures de respect. — Lorsque les hommes de la réserve et de l'armée territoriale, même non présents sous les drapeaux, sont revêtus d'effets d'uniforme ; ils doivent à tout supérieur hiérarchique en uniforme les marques extérieures de respect prescrites par les règlements militaires, et sont considérés sous tous les rapports comme des militaires en congé (art. 53).

Changement de domicile ou de résidence. — *Voyages.* — Tout homme inscrit sur le registre matricule du recrutement est astreint, s'il se déplace, aux obligations suivantes :

1^o S'il se déplace pour changer de domicile ou de résidence, il fait viser, dans le délai d'un mois, son livret individuel par la gendarmerie dont relève la localité où il transporte son domicile ou sa résidence ;

2^o S'il se déplace pour voyager pendant plus d'un mois, il fait viser son livret avant son départ par la gendarmerie de sa résidence habituelle ;

3^o S'il va se fixer en pays étranger, il fait de même viser son livret avant son départ et doit en outre, dès son arrivée, prévenir l'agent consulaire de France, qui lui donne récépissé de sa déclaration et en envoie copie dans les huit jours au Ministre de la guerre.

A l'étranger, s'il se déplace pour changer de résidence, il en prévient, au départ et à l'arrivée, l'agent consulaire de France, qui en informe le Ministre de la guerre.

Lorsqu'il rentre en France, il se conforme aux prescriptions du paragraphe 1^{er} ci-dessus (art. 55).

Les hommes qui se sont conformés aux dispositions qui précèdent ont

(1) Ces hommes sont considérés et traités comme des disponibles.

droit, en cas de mobilisation ou de rappel de leur classe, à des délais supplémentaires pour rejoindre, calculés d'après la distance à parcourir (art. 56).

Appels en temps de paix. — Les hommes visés à l'article 23 de la loi envoyés en congé sur leur demande, après un an de présence sous les drapeaux, sont rappelés pendant quatre semaines, dans le cours de l'année qui précède leur passage dans la réserve de l'armée active (art. 23).

Les hommes de la réserve de l'armée active sont assujettis, pendant leur temps de service dans ladite réserve, à prendre part à deux manœuvres, chacune d'une durée de quatre semaines (art. 49).

Les hommes de l'armée territoriale sont assujettis à une période d'exercices dont la durée est de deux semaines (art. 49).

Les hommes de la réserve de l'armée territoriale peuvent être soumis, pendant leur temps de service dans la dite réserve, à une revue d'appel, pour laquelle la durée de déplacement imposé n'excédera pas une journée.

Le maire soumet la demande au conseil municipal; les généraux commandant les subdivisions statuent (art. 49).

Tout homme qui n'a pas rejoint au jour indiqué pour des manœuvres ou des exercices peut être astreint par l'autorité militaire à faire ou à compléter dans un corps de troupe le temps de service pour lequel il était appelé (art. 75).

Les hommes de la réserve de l'armée active et ceux de l'armée territoriale qui subissent, au moment de la convocation, la peine de l'emprisonnement en vertu d'un jugement, sont tenus d'accomplir leurs obligations d'activité au moment de l'appel qui suit leur élargissement (art. 41).

Mobilisation. — A la publication de l'ordre de mobilisation faite dans chaque commune, les hommes doivent se rendre à la destination indiquée par l'ordre de route contenu dans le livret et s'y présenter le jour marqué par ledit ordre (art. 73 et 75).

Dispositions pénales. — Sous les drapeaux, les hommes de la réserve et de l'armée territoriale sont soumis à toutes les obligations imposées aux militaires de l'armée active par les lois et règlements en vigueur.

Ils sont justiciables des tribunaux militaires, en temps de paix comme en temps de guerre :

1° En cas de mobilisation, à partir du jour de leur appel à l'activité jusqu'à celui où ils sont renvoyés dans leurs foyers;

2° Hors le cas de mobilisation, lorsqu'ils sont convoqués pour des manœuvres, exercices ou revues, depuis l'instant de leur réunion en détachement pour rejoindre ou de leur arrivée à destination s'ils rejoignent isolément, jusqu'au jour où ils sont renvoyés dans leurs foyers;

3° Lorsqu'ils sont placés dans les hôpitaux militaires ou dans les salles des hôpitaux civils affectées aux militaires et lorsqu'ils voyagent comme militaires sous la conduite de la force publique, qu'ils se trouvent détenus dans les établissements, prisons et pénitenciers militaires ou qu'ils subissent dans un corps de troupe une peine disciplinaire (art. 52).

En temps de paix, les militaires en congé rappelés sous les drapeaux, les hommes de la réserve et ceux de l'armée territoriale convoqués pour des manœuvres ou des exercices ou appartenant à des classes rappelés par décret, qui, hors le cas de force majeure, ne seront pas rendus le jour fixé au lieu indiqué par les ordres d'appel ou affiches, seront passibles d'une punition disciplinaire (art. 75).

En cas de récidive, ils seront considérés comme insoumis et punis d'un mois à un an de prison (art. 73 et 75).

En cas de mobilisation, les hommes appelés sont déclarés insoumis si, hors le cas de force majeure, ils n'ont pas rejoint dans les délais fixés. Ils deviennent passibles d'un emprisonnement de deux à cinq ans (art. 73 et 75).

Le seul fait, pour les hommes inscrits sur le registre matricule du recrutement, de se trouver revêtus d'effets d'uniforme dans un rassemblement tumultueux et contraire à l'ordre public et d'y demeurer contrairement aux ordres des agents de l'autorité ou de la force publique, les rend passibles des peines édictées à l'article 225 du Code de justice militaire (art. 54).

Les hommes de la réserve de l'armée active, de l'armée territoriale ou de sa réserve sont justiciables des tribunaux militaires, en temps de paix comme en temps de guerre, pour les crimes et délits prévus et punis par les articles du Code de justice militaire énumérés dans le tableau D annexé à la loi (1), lorsqu'après avoir été appelés sous les drapeaux ils ont été renvoyés dans leurs foyers.

L'application de ces articles est faite aux inculpés sous la réserve des dispositions spéciales indiquées audit tableau.

Toutefois, les hommes appartenant à l'armée territoriale ou à la réserve de cette armée ne sont plus justiciables des tribunaux militaires en temps de paix, pour les crimes et délits prévus par les deux paragraphes précédents, lorsqu'ils ont été renvoyés dans leurs foyers depuis plus de six mois, à moins que, au moment où les faits incriminés ont été commis, les délinquants fussent revêtus d'effets d'uniforme (art. 57).

(1) Articles 204, 205, 206, 208, 219, § 1^{er}, 220, 223, 224, 225, 226, 228, 229, 242, § 1^{er}, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254 et 255.

Ces articles sont signalés sur l'extrait du Code de justice militaire, pages 24 à 28 du livret individuel, par la lettre D, placée avant le numéro de chacun des articles dans la troisième colonne du tableau.

Visa de la gendarmerie constatant les changements successifs

DE DOMICILE.

(1) Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

(1) Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

(1) Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

(1) Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

DE RÉSIDENCE.

Vu à l'arrivée dans la commune
de *Maurins, 19, rue du Commerce,*
canton du *dist*
subdivision de région de *Gennevilliers*
A *Gennevilliers, 20, rue* 18 *11.*
Le Commandant de la gendarmerie,
A. Melan

Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

(1) Le commandant de la gendarmerie appelé à apposer le visa constatant l'arrivée à un nouveau domicile adressera immédiatement le *livret* au commandant du bureau de recrutement; ce dernier, après avoir modifié l'affectation, s'il y a lieu, le lui renverra pour être remis au titulaire.

Visa de la gendarmerie constatant les déplacements successifs

POUR VOYAGER.

Vu au départ de la commune
d _____
pour voyager en (1) _____
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu au retour dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
(2) _____
de l'intéressé.
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu au départ de la commune
d _____
pour voyager en (1) _____
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu au retour dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
(2) _____
de l'intéressé.
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

POUR SE FIXER EN PAYS ÉTRANGER.

Vu au départ de la commune
d _____
pour se rendre à _____
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu au retour dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
(2) _____
de l'intéressé.
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu au départ de la commune
d _____
pour se rendre à _____
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu au retour dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
(2) _____
de l'intéressé.
A _____, le _____ 18 ____.
Le Commandant de la gendarmerie,

(1) Indiquer le pays.

(2) DOMICILE ou RÉSIDENCE, selon le cas.

CERTIFICAT DE VISITE.

Le S^r Bouscraumont
grade _____ corps _____

sera admis à l'hôpital étant atteint de :

1°
Indication
de la blessure
ou
de la maladie.2°
Moyens curatifs
déjà employés.3°
Observations
générales.

A _____, le _____ 189 _____.

Le Médecin-major,

OBSERVATIONS DU MÉDECIN TRAITANT

AU MOMENT DE LA SORTIE.

(Diagnostic, traitement, etc.)

SIGNATURE

du

MÉDECIN TRAITANT
et date de la sortie.

BILLET D'HÔPITAL

concernant :

Nom BouscraumontPrénoms Ernest Emile

Grade _____

Corps _____

B^{re} _____ C^{ie} _____ N° matricule _____Né le 1^{er} Janvier 1873, à Chantellecanton d u dit, dép^t d e l'AllierFils de Georges Emile et de Paul Marie Célinedomiciliés à Chantelle, canton d u ditdép^t d e l'AllierDomicilié de droit à Chantellecanton d u dit, dép^t d e l'Allier

Marié à D _____

actuellement domiciliée à _____

canton d _____, dép^t d _____

A _____, le (1) _____ 189 _____.

Le Capitaine-commandant,

(1) Date en toutes lettres.

CASES DESTINÉES À L'APPOSITION DU TIMBRE HUMIDE INDIQUANT

LA DATE DE L'ENTRÉE.

LA DATE DE LA SORTIE.

N° _____ d'enregistrement à l'hôpital.